

---

## REGLEMENT DE CONSULTATION

---

### MARCHE PUBLIC

#### Procédure M\_2996

**Pouvoir adjudicateur** : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON

Le référent technique : [jean-marc.baratte@uniha.org](mailto:jean-marc.baratte@uniha.org)

**Objet du marché** : Fourniture de stérilisateurs basse température et de prestations associées - Fourniture de prestations de qualification des performances des équipements de stérilisation

**Procédure** : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**Techniques d'achat** : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande

**Date limite de remise des candidatures et des offres :**

**05/05/2025 à 12h00**

[PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat \(marches-publics.gouv.fr\)](https://marches-publics.gouv.fr)

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

## TABLE DES MATIERES

1.	POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1.2	ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES .....	4
2.	CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES).....	4
3.	DESCRIPTION DU MARCHÉ .....	4
3.1	TYPE DE CONTRAT ET ESTIMATION DU MARCHÉ .....	5
3.2	DIVISION EN LOTS.....	5
3.3	VARIANTES .....	5
3.4	OPTIONS.....	5
3.5	DURÉE DU CONTRAT .....	5
3.5.1	Point de départ de chaque accord-cadre .....	5
3.5.2	Durée des accords-cadres .....	5
3.6	LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON .....	6
4.	PROCEDURE.....	6
4.1	TYPE DE PROCEDURE .....	6
4.2	NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AU CONTRAT PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	6
4.3	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
4.4	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
4.5	COMMUNICATION ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	7
4.6	ECHANGES EN COURS DE CONSULTATION .....	8
4.7	MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	8
5.	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
5.1	ADRESSE, DATE ET HEURE LIMITEES DE RECEPTION DES PLIS.....	9
5.2	CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	9
5.3	PLI DE SAUVEGARDE .....	10
5.4	FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT .....	10
5.4.1	PRECISIONS POUR LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS.....	10
5.4.2	PRECISIONS POUR LES PRESTATIONS REALISEES DANS LES DROM COM .....	11

5.4.3	PRECISIONS POUR LES SOCIETES NOUVELLEMENT CREEES ET LE RECOURS AUX CAPACITES D'AUTRES OPERATEURS .....	11
5.5	CONTENU DE LA CANDIDATURE .....	11
5.6	CONTENU DE L'OFFRE .....	12
5.6.1	PRECISIONS SUR LE CONTENU DE L'OFFRE - LOT 1 .....	12
5.6.1.1	RENSEIGNEMENT DU BPU .....	12
5.6.1.1.1	OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE .....	13
5.6.1.1.2	OFFRES SANS CARACTERE OBLIGATOIRE - PSEF .....	13
5.6.1.2	RENSEIGNEMENT DU QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU CRITERE DE PERFORMANCE TECHNIQUE QT .....	13
5.6.2	PRECISIONS SUR LE CONTENU DE L'OFFRE - LOT 2 .....	14
5.6.2.1	RENSEIGNEMENT DU BPU .....	14
5.6.2.1.1	OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE .....	14
5.6.2.2	RENSEIGNEMENT DU QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU CRITERE DE PERFORMANCE TECHNIQUE QT .....	15
5.7	SOUS-TRAITANCE .....	15
6.	SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES .....	15
6.1	EXAMEN DES CANDIDATURES .....	15
6.2	EXAMEN DES OFFRES - LOT 1 .....	15
6.2.1	PERFORMANCE TECHNIQUE (55%) & DURABILITE (5%) .....	16
6.2.2	PERFORMANCE ECONOMIQUE (40%) .....	16
6.2.3	EXAMEN DES OFFRES - LOT 2 .....	17
6.2.4	PERFORMANCE TECHNIQUE (60%) .....	17
6.2.5	PERFORMANCE ECONOMIQUE (40%) .....	17
7.	FIN DE PROCEDURE .....	17
7.1	ATTRIBUTION .....	17
7.2	NOTIFICATIONS .....	18
8.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	18
9.	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL COLLECTEES AUPRES DES CANDIDATS ET SOUMISSIONNAIRES .....	19

## 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet :

- Pour le lot 1, la fourniture de stérilisateurs basse température et de prestations associées
- Pour le lot 2, la fourniture de prestations de qualification des performances des équipements de stérilisation

### 1.2 ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont les adhérents de la centrale d'achat qui ont la qualité d'établissement de santé, de structures de coopération d'établissements de santé, ou d'établissements œuvrant dans le domaine de la santé ou de structure dont l'objet principal est en lien avec la santé parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées dans le CCAP.

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires qui émettent les bons de commande auprès du titulaire.

## 2. CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)

Catégorie	Désignation
33191000-5	Dispositifs de stérilisation, de désinfection et d'hygiène
33100000-1	Equipements médicaux
50421000	Service de réparation et d'entretien de matériel médical
75310000-2	Services de prestations

## 3. DESCRIPTION DU MARCHE

---

### 3.1 TYPE DE CONTRAT ET ESTIMATION DU MARCHÉ

Chaque contrat est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum en montant pour chaque lot :

- Lot 1 : montant maximum de 31M€TTC
- Lot 2 : montant maximum de 6M€TTC.

Chaque accord-cadre est mono attributaire.

---

### 3.2 DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit :

N° Lot	Intitulé du lot
1	Stérilisateurs basse température et prestations associées
2	Prestations de qualification des performances des équipements de stérilisation

---

### 3.3 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

---

### 3.4 OPTIONS

Les candidats pourront présenter une offre pour les options facultatives (PSEF) prévues au RC.

---

### 3.5 DUREE DU CONTRAT

---

#### 3.5.1 POINT DE DEPART DE CHAQUE ACCORD-CADRE

Le point de départ de la durée de chaque accord-cadre est la date de notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UniHA, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme, ou, à défaut de consultation dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

---

#### 3.5.2 DUREE DES ACCORDS-CADRES

Le lot 1 est conclu pour une durée maximale de 16 années selon les précisions apportées à l'article 3.1.2. du CCAP.

Le lot 2 est conclu pour une durée de 4 années maximum, selon les précisions apportées à l'article 3.1.2 du CCAP.

---

### 3.6 LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Le marché est exécuté au bénéfice de l'ensemble des membres bénéficiaires identifiés ci-avant (article 1.3), lesquels sont situés sur le territoire métropolitain et dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

Le lieu de livraison sera précisé sur chaque bon de commande.

## 4. PROCEDURE

---

### 4.1 TYPE DE PROCEDURE

Le présent marché est passé selon une procédure en appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

---

### 4.2 NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AU CONTRAT PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

M\_2996

---

### 4.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

6 mois à compter de la date limite de réception de chaque offre.

---

### 4.4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent contrat contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
  - Annexe 1 : La déclaration de sous-traitance à remettre, le cas échéant, au dépôt de l'offre
  - Annexe 2 : Modèle de dossier de candidature individuel/groupement
  - Annexe 3 : Notice explicative « *Quelles sont les pièces à produire par l'attributaire d'un marché public ?* »

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 : Liste des membres UniHA
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Le questionnaire d'évaluation du critère de performance technique QT à compléter par lot
  - Annexe 2 : Le questionnaire AFIB - Evaluation SSI à compléter par lot
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- L'attestation sur l'honneur relative aux sanctions prises contre les opérateurs russes.

---

#### 4.5 COMMUNICATION ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur à l'adresse suivante : [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat \(marches-publics.gouv.fr\)](#), et au sein de l'espace consultation créé spécifiquement pour la présente procédure.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

**Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.**

**Celle-ci permettra la notification de documents et/ou la transmission d'informations**

Les échanges s'effectuent en langue française.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Il est recommandé aux candidats d'éviter de déposer des fichiers dont la taille est supérieure à 1 Giga.

⚠ L'attention des candidats est attirée sur l'importance de renseigner le numéro SIRET sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

La communication du numéro SIRET par le candidat sur la plate-forme PLACE permet à l'acheteur de se procurer directement les certificats auprès des administrations concernées (attestation de régularité fiscale, attestation de régularité sociale, etc).

Dans le cadre d'un groupement, il est également demandé de renseigner les numéros SIRET de tous les membres du groupement afin que les certificats des co-traitants puissent également être récupérés.

Si les certificats ne sont pas disponibles sur la plateforme, le candidat devra les produire à la demande de l'acheteur, au plus tard lors de l'attribution des marchés (cf article 8.1 du présent document).

---

#### 4.6 ECHANGES EN COURS DE CONSULTATION

A compter de la publication du marché et avant la date limite de remise des offres, les candidats peuvent poser des questions au pouvoir adjudicateur afin d'obtenir des précisions sur la rédaction des dispositions du DCE et dans le seul but de faciliter la remise des offres par les candidats.

Ces questions devront être formulées uniquement via le profil acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>) dans l'espace de consultation créé spécifiquement pour la présente procédure.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de répondre à l'ensemble des questions et notamment dans les hypothèses suivantes :

- Les dispositions du DCE sont suffisamment claires ;
- La question a déjà été posée et le pouvoir adjudicateur y a déjà répondu ;
- La question a pour objet de contester les clauses du marché ou de les négocier ;
- La question est sans lien avec la compréhension des clauses du DCE et n'a pas pour objet de faciliter la remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra ne plus répondre aux questions formulées 8 jours calendaires avant la remise des offres.

Lorsque le pouvoir adjudicateur apporte une réponse, elle est adressée sur le profil acheteur visé ci-avant à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, au plus tard six jours avant la date limite de remise des candidatures.

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question.

---

#### 4.7 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION



Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation. Les modifications de détail n'entraîneront pas de report de date limite de remise des offres. Les modifications substantielles entraîneront un report de date limite de remise des offres.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation, notamment en proposant des réserves qui entraîneront l'irrégularité de l'offre.

Si, malgré cette interdiction, le candidat produisait dans son offre un document dressant une liste de réserves, le candidat sera invité à régulariser son offre pour renoncer à ces réserves. Faute de renonciation, l'offre sera déclarée irrégulière.

## 5. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 5.1 ADRESSE, DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS

Les plis sont remis de manière dématérialisée sur la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et dans l'espace de consultation créé spécifiquement pour la présente procédure avant le 05/05/2025 à 12h00.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date, heure et adresse indiquées au présent article.

### 5.2 CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures et des offres, toute documentation technique comprise.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en euros.

Les documents remis n'ont pas à être obligatoirement signés au stade du dépôt des offres. Seul le contrat lui-même (l'acte d'engagement) devra être signé à l'issue de la procédure d'attribution.

Le pli est remis en une seule fois. Si un nouveau pli est envoyé via PLACE par le même candidat, celui-ci annule et remplace l'offre précédente qui n'est pas ouverte.

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Les candidats sont invités à respecter les règles de nommage suivantes :

- Pour le dossier de candidature : DC\_nom du fichier\_nom du candidat
- Pour le dossier d'offre technique : DT\_nom du fichier\_nom du candidat
- Pour le dossier d'offre financière : DF\_nom du fichier\_nom du candidat

---

### 5.3 PLI DE SAUVEGARDE

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier ou par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Seules les copies de sauvegarde sont à remettre à l'adresse suivante :

CH de Troyes  
GCS UniHA – Union des Hôpitaux pour les Achats  
Filière Dispensation des Produits De Santé (DPDS)  
101 Avenue Anatole France, bâtiment O niveau 0, 10 000 Troyes

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

---

### 5.4 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les candidats peuvent se présenter en candidat individuel ou en groupement.

---

#### 5.4.1 PRECISIONS POUR LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS

En cas de groupement, chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au paragraphe 6.5 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Le dossier de candidature devra identifier la part des prestations réalisées par chaque co-traitant.

Les candidats ont la possibilité de présenter, pour chaque lot, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Cependant, il n'est pas possible de présenter pour le même lot plusieurs offres en agissant en tant que mandataire de plusieurs groupements.

Aucune forme de groupement n'est imposée.

---

#### 5.4.2 PRECISIONS POUR LES PRESTATIONS REALISEES DANS LES DROM COM

Dans l'hypothèse où, pour les besoins de la réalisation de prestations dans les DROM COM, le candidat est conduit à faire appel à des distributeurs ou partenaires locaux, ces derniers devront être identifiés en qualité de co-traitant de groupement d'opérateur économique ou de sous-traitant.

---

#### 5.4.3 PRECISIONS POUR LES SOCIETES NOUVELLEMENT CREEES ET LE RECOURS AUX CAPACITES D'AUTRES OPERATEURS

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, le candidat présente tous les justificatifs qu'il juge nécessaires afin d'attester de sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché (documents comptables et références notamment). Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, le candidat :

- Justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les éléments de candidature de cet opérateur requis au titre du présent article ;
- Apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché via une attestation sur l'honneur de l'opérateur économique indiquant qu'il s'engage à mettre ses moyens à disposition du candidat tout au long de l'exécution du marché objet de la présente consultation.

---

### 5.5 CONTENU DE LA CANDIDATURE

Les candidats doivent fournir :

#### 1) Une lettre de candidature

Cette lettre de candidature peut être :

- Soit le modèle de dossier candidature proposé par UniHA (Annexe 2 au RC « modèle dossier de candidature équivalent DC1 et DC2 ») dûment complété selon que le candidat est un candidat individuel ou un groupement -> **ce format simplifié pour les candidats est vivement recommandé ;**

- Soit un **DUME** ou les formulaires DC1 et DC2 ou tout document équivalent dûment complétés des renseignements suivants (en cas de groupement, chaque co-traitant doit fournir les renseignements demandés) :

**1- Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat :**

Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** du candidat et, le cas échéant, le **chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- 2) Une déclaration sur l'honneur** indiquant que le candidat individuel ou que chaque co-traitant en cas de groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique. Cette déclaration sur l'honneur n'est pas nécessaire si les candidats ont coché la case correspondante dans le dossier de candidature (modèle UniHA, ou DUME ou DC1).

---

## 5.6 CONTENU DE L'OFFRE

Le candidat remet à l'appui de son offre les éléments suivants :

- L'annexe 1 du CCTP - Le Questionnaire d'évaluation du critère de performance technique renseignée conformément aux consignes données ainsi que les pièces exigées à l'appui ;
- L'annexe 2 du CCTP – Le questionnaire AFIB
- ⚠ Il est exigé des candidats que l'annexe 1 du CCTP soit déposée sous son format Excel.
- Le bordereau des prix unitaire BPU selon les lots auxquels le candidat souhaite répondre ;
- Toute la documentation technique nécessaire comme :
  - Les notices et documentations techniques de tous les équipements proposés
  - Les certifications et homologations
- L'attestation sur l'honneur relative aux sanctions prises à l'encontre des opérateurs russes. En cas d'absence de l'attestation dans le pli, une demande de régularisation pourra être adressée au candidat par UniHA, au plus tard avant l'attribution du contrat.

---

### 5.6.1 PRECISIONS SUR LE CONTENU DE L'OFFRE - LOT 1

#### 5.6.1.1 RENSEIGNEMENT DU BPU

Le BPU Lot 1 se compose de 2 onglets :

- Lot 1 Equipements
- Lot 1 Prestations

Seules les cellules sur fond blanc sont accessibles aux candidats.

Il est attendu d'un candidat :

- De désigner précisément l'offre
- D'indiquer sa référence/codification
- De décrire l'offre et sa composition de façon **explicite**, sans erreur possible d'interprétation
- Lorsque l'unité de prix n'est pas fixée, la définir exactement
- Le prix UniHA dans l'unité de prix définie. Prix UniHA FCA DROM TOM & Corse et hors déplacements
- La TVA
- Toutes les précisions utiles à la compréhension de l'offre

Tout document, autre que le BPU, présentant des prix est à exclure, par exemple un document annexé à l'offre présentant le tarif des pièces détachées.

---

#### 5.6.1.1.1 OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE

Pour chaque offre où un volume de **stérilisateurs basse température** et de **prestations** est donné, **obligation** est faite au candidat de faire une offre. Dans la cas contraire son offre sera déclarée irrégulière. Le RC chapitre performance économique (40%) précise la méthodologie de notation du critère.

Les besoins nécessitant une offre obligatoire, portant la mention « Offre obligatoire » dans le BPU, représentent 90% du montant estimatif du marché.

---

#### 5.6.1.1.2 OFFRES SANS CARACTERE OBLIGATOIRE - PSEF

Les candidats peuvent proposer une offre pour les prestations indiquées comme facultatives. L'absence d'offre sur ces prestations ne rendra pas l'offre irrégulière.

Les offres facultatives d'équipements ainsi que les prestations qui leur sont associées ne seront pas prises en compte dans l'évaluation du critère de performance économique.

Les PSEF ne pourront représenter plus de 10% du montant estimatif du marché.

---

#### 5.6.1.2 RENSEIGNEMENT DU QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU CRITERE DE PERFORMANCE TECHNIQUE QT

Il est attendu des candidats au regard de chaque élément d'appréciation de l'annexe :

- La description précise et succincte, des fonctions & possibilités offertes par l'équipement, ses avantages & atouts, ses performances opérationnelles
- Des performances quantifiées et comparables
- Pour les prestations, des engagements précis sur les contenus.

S'agissant des prestations, il est attendu des candidats au regard de chaque élément d'appréciation de l'annexe :

- Pour l'installation et la mise en service des équipements, onglet éponyme :
    - Des engagements de moyens humains et matériels
    - Les prérequis à une installation
    - Des délais moyens sur lesquels le candidat s'engage
  - Pour la garantie, onglet Garantie & maintenance :
    - Le contenu de la garantie minimale de 2 ans minimum, pièces & main d'œuvre
    - Les conditions d'une prolongation éventuelle
    - Les exclusions éventuelles
  - Pour la maintenance, onglet Garantie & maintenance :
    - Des engagements de service, de moyens et de disponibilités
    - Des engagements sur le prêt de matériel en cas de défaillance
    - Des engagements de délais pour les pièces
    - Le contenu précis des contrats de maintenance préventive, partagée et tout risque.
- Rappel : le CCAP précise les conditions d'exécution des contrats de maintenance.

---

## 5.6.2 PRECISIONS SUR LE CONTENU DE L'OFFRE - LOT 2

### 5.6.2.1 RENSEIGNEMENT DU BPU

Le BPU Lot 2 comprend un unique onglet : Lot 2 Qualification QP

Seules les cellules sur fond blanc sont accessibles aux candidats.

Il est attendu d'un candidat :

- De désigner précisément l'offre
- D'indiquer sa référence/codification
- De décrire l'offre : une description succincte de la prestation et le renseignement de la référence de l'annexe précisant le détail de la prestation
- Le prix UniHA dans l'unité de prix définie. Prix UniHA FCA DROM TOM & Corse et hors déplacements
- La TVA
- Toutes les précisions utiles à la compréhension de l'offre

---

#### 5.6.2.1.1 OFFRES A CARACTERE OBLIGATOIRE

Pour chaque offre où un volume est donné, **obligation** est faite au candidat de faire une offre. Dans la cas contraire son offre sera déclarée irrégulière. Le RC chapitre évaluation économique (40%) précise la méthodologie de notation du critère.

Les besoins nécessitant une offre obligatoire, portant la mention « Offre obligatoire » dans le BPU, représentent 90% du montant estimatif du marché.

---

#### 5.6.2.2 RENSEIGNEMENT DU QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DU CRITÈRE DE PERFORMANCE TECHNIQUE QT

Il est attendu des candidats au regard de chaque élément d'appréciation de l'annexe :

- Des engagements de service, de moyens humains et de disponibilités
- Le contenu précis des contrats de qualification offerts
- Des engagements sur les délais d'intervention et d'envoi des rapports techniques

Rappel : le CCAP précise les conditions d'exécution des contrats

---

#### 5.7 SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit une déclaration de sous-traitance (annexe 1 du présent RC) mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles (présentation des moyens humains et des ressources matérielles) et financières (déclaration du chiffre d'affaires sur les 3 dernières années) du sous-traitant ;
- Les engagements du sous-traitant relatifs au traitement des données personnelles (conformément au règlement général de protection des données – RGPD).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'attributaire est réputé, en signant le DC4, avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

La notification du contrat emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

---

### 6. SÉLECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

---

#### 6.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Si un candidat se trouve dans un cas d'exclusion ou ne satisfait pas aux conditions de participation fixées dans le présent règlement de consultation, ou produit de faux documents ou renseignements, sa candidature est déclarée irrecevable.

---

#### 6.2 EXAMEN DES OFFRES - LOT 1

Pour l'attribution des accords-cadres, les offres seront jugées sur la base des critères suivants :

- Performance technique (55%)

- Fonctionnalités (15%)
- Performances opérationnelles (35%)
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité (30%)
- Prestations de service (20%)
- Durabilité (5%)
- Performance économique (40%)
  - Coût d'un équipement apprécié sur la base d'une approche en coût complet (TCO) (100%)

En cas d'égalité de note finale, l'offre ayant obtenue la note la plus élevée dans le critère qui dispose de la pondération la plus forte sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

### 6.2.1 PERFORMANCE TECHNIQUE (55%) & DURABILITE (5%)

La performance technique sera jugée sur la base des sous-critères présentés ci-dessous :

Chaque sous-critère final sera évalué sur la base des éléments d'appréciation, renseignés par les candidats, de l'annexe 1 du CCTP, Questionnaire d'évaluation du critère de performance technique QT.

Critères	Pondérations	Sous-critères	Pondérations	Sous-critères	Pondérations	Sous-critères	Pondérations
Performance technique	55%	Fonctionnalités	15%	Caractéristiques principales	70%		
				Configurations	30%		
		Performances opérationnelles	40%	Performance de la stérilisation	75%		
				Capacité d'accueil	25%		
		Amélioration des conditions de travail et de sécurité	20%	Contrôle & sécurité	70%	Contrôles	60%
						Sécurité	40%
				Conditions de travail	30%	Amélioration des conditions de travail	60%
						Formation des utilisateurs	40%
		Prestations de service	25%	Installation et mise en service	30%	Moyens humains	30%
						Moyens matériels	35%
						Délais	35%
				Garantie et maintenance	70%	Engagements de service de maintenance	50%
						Contenu des contrats de maintenance	25%
						Garantie	25%
Durabilité	5%						

### 6.2.2 PERFORMANCE ECONOMIQUE (40%)



Le critère économique sera analysé sur la base d'une approche en TCO : il s'agit donc de l'offre valorisée sur la base de volumes estimés sur 4 années pour les équipements et les prestations liées à leur mise en œuvre, 4 années en maintenance préventive, 6 en maintenance tout risque.

### 6.2.3 EXAMEN DES OFFRES - LOT 2

Pour l'attribution de l'accord cadre, les offres seront jugées sur la base des critères suivants :

- Performance technique (60%)
  - Moyens humains (50%)
  - Contenu des prestations (30%)
  - Délais (20%)
- Performance économique (40%)
  - Coûts unitaires appréciés sur la base d'un scénario (100%)

En cas d'égalité de note finale, l'offre ayant obtenue la note la plus élevée dans le critère qui dispose de la pondération la plus forte sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

### 6.2.4 PERFORMANCE TECHNIQUE (60%)

La performance technique sera jugée sur la base des sous-critères présentés ci-dessous :

Chaque sous-critère final sera évalué sur la base des éléments d'appréciation, renseignés par les candidats, de l'annexe 1 du CCTP, Questionnaire d'évaluation du critère de performance technique QT.

Critères	Sous-critères	Pondérations
Performance technique	Moyens humains	40%
	Contenu des prestations	30%
	Délais	30%

### 6.2.5 PERFORMANCE ECONOMIQUE (40%)

L'évaluation porte sur la multiplication des prix par les volumes estimés de prestations sur la durée du marché. Les volumes estimés sont indiqués au BPU. Il s'agit donc de l'offre valorisée sur la base de volumes estimés sur 4 années.

## 7. FIN DE PROCEDURE

### 7.1 ATTRIBUTION

Le pouvoir adjudicateur choisit, pour chaque lot, l'offre pour le lot 2 et les offres pour le lot 1 qu'il juge économiquement la plus avantageuses en application des critères d'attribution. Les attributaires en sont informés et devront fournir impérativement, dans un délai mentionné dans le courrier qui leur est adressé et qui ne pourra être supérieur à **10 jours** :

- Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ;
- Une attestation de régularité sociale URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- Une attestation de régularité fiscale datant de moins de 3 mois ;
- Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers datant au moins de l'année civile en cours et à jour.

(Cf. Annexe 3 RC : Notice explicative « *Quelles sont les pièces à produire par l'attributaire d'un marché public ?* »)

Si ces pièces ne sont pas produites par l'attributaire, son offre devra être rejetée et le pouvoir adjudicateur attribue les marchés dans l'ordre du classement mentionné dans le rapport de choix.

**Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dès la remise de leur pli, les documents cités au présent article, s'ils n'ont pas déjà fourni ces pièces à l'occasion d'une autre procédure UniHA.**

---

## 7.2 NOTIFICATIONS

Le(s) soumissionnaire(s) dont l'offre (les offres) n'est (ne sont) pas retenue(s) et en est (sont) informé(s) par courriel adressé depuis la plate-forme de dématérialisation sur laquelle le DCE a été mis à disposition.

La notification de non attribution du marché comporte la mention du délai de suspension pendant lequel le pouvoir adjudicateur ne pourra signer les marchés avec les titulaires.

La notification du marché à chaque attributaire consiste à notifier l'acte d'engagement et l'ensemble des pièces contractuelles mentionnées dans le CCAP, par voie électronique, via le profil acheteur. La notification via le profil acheteur vaut notification du marché, y compris dans l'hypothèse où l'acte d'engagement est signé manuscritement. Dans cette hypothèse, l'acte d'engagement comprenant la signature originale manuscrite des deux parties sera conservée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date de notification du marché correspond à la date de la première consultation du document qui a été adressé au soumissionnaire, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ou, à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

La signature de l'acte d'engagement seul vaut signature de l'ensemble des pièces contractuelles.

## 8. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Lyon :

Palais des juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Télécopie : 04 87 63 52 50

Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)

Rappel :

Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature du marché.

Le candidat peut, s'il le souhaite, introduire un recours en contestation de validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

## 9. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL COLLECTEES AUPRES DES CANDIDATS ET SOUMISSIONNAIRES

En application de l'article 13 du RGPD, le GCS UniHA informe les candidats et soumissionnaires des obligations suivantes :

- 1- **Identification de l'acheteur** : le GCS UniHA dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 1 du présent règlement de consultation.
- 2- **Coordonnées du DPO du GCS UniHA** : [dpo@uniha.org](mailto:dpo@uniha.org)  
Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse ci-dessus.
- 3- **Données personnelles traitées** : les noms, prénoms, fonctions, coordonnées, expériences, des personnes mentionnées dans le dossier de candidature du candidat.
- 4- **Finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel ainsi que la base juridique du traitement** : procédure de passation de l'accord-cadre dont l'objet est défini dans le présent règlement de consultation ; analyse des candidatures et offres ; attribution de l'accord-cadre ; mise à disposition de ou des offres retenue(s) au profit des établissements adhérents de UniHA ; conservation et archivage des pièces de l'accord-cadre.
- 5- **Durée du traitement** : dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et du Code du patrimoine. Ainsi, la durée de conservation de ces données est encadrée par les règles liées à l'archivage des documents d'un marché public.

- 6- **Les destinataires des données à caractère personnel** : Service juridique de UniHA ; filière Dispensation des Produits De Santé (DPDS) du GCS UniHA ; service renommage du GCS UniHA ; responsable de la centrale d'achat du GCS UniHA ; direction des achats des établissements adhérents pour les besoins de l'exécution des prestations liées à l'accord-cadre ; services en charge des commandes ; service financier et comptabilité des établissements adhérents pour le traitement des paiements.